

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 janvier 2007

MODERNISATION DE LA DIFFUSION AUDIOVISUELLE ET TÉLÉVISION DU FUTUR - (n° 3460)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 171 Rect.

présenté par

M. Mathus, M. Gouriou, M. Françaix, M. Nayrou, M. Christian Paul,
M. Bloche, Mme Hélène Mignon, M. Renucci, M. Forgues, Mme Pérol-Dumont, M. Rodet,
M. Roy et les membres du groupe Socialiste

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 5 BIS, insérer l'article suivant :

L'article 48-1-A de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les distributeurs de services n'utilisant pas de fréquences assignées par le conseil supérieur de l'audiovisuel ne peuvent pas refuser la reprise, sur les réseaux de communications électroniques qu'ils exploitent en mode numérique, de l'ensemble des programmes régionaux de la société nationale de programme mentionnée au 2° du I de l'article 44. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de prévoir la reprise obligatoire par tout distributeur de services n'utilisant pas de fréquences assignées par le CSA (câble, satellite, ADSL) de l'ensemble des programmes régionaux de France 3, si le groupe France Télévisions en formule la demande.